

Avantage mutuel? L'historiographie soviétique et l'Occident

Stanislav J. Kirschbaum

Volume 10, Number 4, 1979

Les nouveaux centres de pouvoir dans la dynamique des relations internationales

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700994ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700994ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Kirschbaum, S. J. (1979). Avantage mutuel? L'historiographie soviétique et l'Occident. *Études internationales*, 10(4), 845–853.
<https://doi.org/10.7202/700994ar>

LIVRES

I. ÉTUDE BIBLIOGRAPHIQUE

AVANTAGE MUTUEL ? L'HISTORIOGRAPHIE SOVIÉTIQUE ET L'OCCIDENT

Stanislav J. KIRSCHBAUM *

L'étude des systèmes politiques de l'Union soviétique et de l'Europe de l'Est s'est toujours heurtée à une double difficulté de nature documentaire. Il s'agit, d'une part, de l'inaccessibilité générale de toute documentation officielle et, d'autre part, d'une interprétation délibérée des décisions et des actes dans la presse officielle de ces régimes. Il en est résulté que l'étude de ces régimes dut développer ses propres critères et sa propre méthodologie. Aussi semble-t-il que, pour d'aucuns, la « soviétologie » (mieux encore la « kremlinologie ») s'était développée en une science presque occulte où les explications provenaient de sources, soit confidentielles (donc point vérifiables), soit circonstancielles (donc surtout aléatoires) ou encore d'une interprétation tout à fait subjective de la documentation officielle.

Cette façon d'aborder ces régimes fut d'ailleurs monnaie courante pendant longtemps. Par exemple, dans les années soixante, la revue américaine *Problems of Communism* publiait un long débat sur l'avenir de l'Union soviétique à partir d'une prédiction d'un soviétologue français, Michel Garder, que la chute du régime soviétique aurait lieu avant les années soixante-dix¹. Michel Tatu publiait en 1967 *Le pouvoir en U.R.S.S.*², ouvrage remarquable pour son étude minutieuse de tels détails que les photos officielles, l'ordre de mention des personnages du régime dans la presse officielle et ainsi de suite. Dans sa conclusion il mettait en doute la survie prolongée de la « direction collective » au Kremlin.

Puis vint la révolution « behaviouriste » en sciences sociales qui eut quelques échos dans l'étude des régimes communistes. Les analystes se butèrent toutefois aux mêmes problèmes de documentation et d'inaccessibilité. De plus, les outils forgés par cette école n'étaient pas vraiment utiles pour ces sociétés fermées³. Les événements en Tchécoslovaquie en 1968 réaffirmaient d'ailleurs l'importance de l'accès à la documentation ; avec l'invasion, le rideau se refermait sur cette brève période de lueur qui avait mis à jour les contours et le fonctionnement d'un régime communiste.

L'analyse du système communiste n'est toutefois pas restée à un pur niveau de *Fingerspitzengefuehl*. Toujours à la recherche d'indices révélateurs, les analystes occidentaux se rendirent compte du fait que les publications communistes n'accusaient pas

* Professeur au Département de science politique, Collège Glendon, York University.

1. La série débute avec l'article de Michel TATU, « The Beginning of the End ? », *Problems of Communism* XV, mars-avril 1966, et se termine avec celui de Merle FANISOD, « Roads to the Future », *Problems of Communism* XVI, juillet-août 1967.

2. Paris, Grasset, 1967.

3. Voir, par exemple, Roger E. KANET (éd.), *The Behavioural Revolution and Communist Studies*, New York, The Free Press, 1971.

toujours une fidélité incontestable et inconditionnelle à la ligne du parti. Il apparut que les périodiques et les journaux non seulement répondaient aux besoins de leur propre clientèle, mais reflétaient aussi des options et des alternatives qui, si elles restaient dans le cadre idéologique officiel, étaient néanmoins le témoignage d'un débat. L'hypothèse, proposée par H. Gordon Skilling en 1966, qu'il existait des groupes d'intérêt au sein de la direction communiste⁴, était effectivement documentée dans les publications du régime. Il y avait de nouveaux champs de recherche à défricher.

L'étude des systèmes communistes progressa ainsi rapidement malgré les problèmes de documentation. Toute une génération de chercheurs et analystes occidentaux acquit effectivement une sensibilité à la vie soviétique, sensibilité renforcée par des recherches poussées. L'idée que l'URSS est un système politique totalitaire comme il fut proposé dans les années cinquante⁵, cédait ainsi la place à l'image d'une société complexe et diversifiée où un jeu politique vif et parfois impitoyable se déroulait au sein d'un système à parti unique.

La politique étrangère soviétique n'échappa point à ce débat interne, ni à la loupe des chercheurs occidentaux. La reconnaissance de l'accroissement de la puissance militaire, économique et politique de l'URSS rendait d'ailleurs impérative une compréhension encore plus profonde non seulement du système politique, mais surtout des débats internes. L'Union soviétique n'était plus cette puissance, idéologiquement primitive, dont les mobiles en politique tant intérieure qu'extérieure étaient déterminés par la seule interprétation des écrits idéologiques, mais plutôt une puissance mondiale dont les décisions en politique extérieure pouvaient être influencées, dont la perception de la réalité internationale pouvait être modifiée. Mais pour ce faire, il fallait surtout comprendre et apprécier la nature et les paramètres des débats. Cette étape fut franchie récemment par l'étude de Morton Schwartz sur les perceptions soviétiques des États-Unis⁶.

Cela peut paraître paradoxal que c'est par l'analyse des perceptions soviétiques des États-Unis que l'Occident peut mieux comprendre les mobiles de la politique étrangère soviétique. Mais, comme l'indique Schwartz,

dans une large mesure, ce que les chefs du Kremlin vont ou ne vont pas faire, dépend de leur évaluation de nos réactions⁷.

Puisque cette évaluation est dictée par les images qu'a le Kremlin des États-Unis, une analyse de ces images permet de mieux comprendre la façon de penser des Soviétiques. C'est le mérite de l'étude de Schwartz non seulement de nous présenter ces images mais surtout d'analyser le débat qu'elles suscitent.

Ce débat ouvre en fait des perspectives pour la politique étrangère américaine ; Schwartz indique très clairement qu'il existe deux tendances dans la direction sovié-

4. H. Gordon SKILLING, « Interest Groups and Communist Politics », *World Politics* XVIII, n° 3, 1966, pp. 435-451. Voir aussi H. Gordon SKILLING and Franklyn GRIFFITHS (éds), *Interest Groups in Soviet Politics*, Princeton, Princeton University Press, 1971.

5. Carl J. FRIEDRICH and Zbigniew K. BRZEZINSKI, *Totalitarian Dictatorship and Autocracy*, New York, Frederick A. Prager, Publishers, 1956.

6. Morton SCHWARTZ, *Soviet Perceptions of the United States*, Berkeley, Los Angeles et Londres, University of California Press, 1978.

7. *Ibid.*, p. 1.

tique, l'une agressive et méfiante à l'endroit des États-Unis, l'autre plus modérée et consciente des bénéfices d'une collaboration mutuelle. Aussi conclut-il que

nous devons tenter de voir le rapport de détente d'une façon dynamique, c'est-à-dire comme une force politique indépendante, qui peut être utilisée pour augmenter l'influence des tendances plus modérées au sein de la direction soviétique, accroître l'autorité des éléments plus « réalistes » et moins militants, et en même temps affaiblir la position des groupes plus conservateurs et idéologiquement orthodoxes⁸.

L'ouvrage de Schwartz, tout en mettant l'accent sur la politique étrangère, nous signale aussi que les Soviétiques se servent librement des ouvrages occidentaux dans leurs images de la société capitaliste. Ses recherches suggèrent ainsi une perspective encore plus large, à savoir si l'inverse ne serait pas utile en Occident. Comme en URSS, un débat fait rage dans les milieux intellectuels de l'Ouest sur la vie politique soviétique. Il est donc pertinent de se demander si la disponibilité d'interprétations soviétiques de thèmes en relations internationales ne pourrait pas aider l'Occident à mieux saisir la réalité soviétique et, peut-être même, aboutir à une situation d'avantage mutuel. Trois récents ouvrages publiés en langue anglaise nous permettent de tenter de répondre à cette question. L'intérêt que nous leur portons se situe à deux niveaux : la méthodologie et l'interprétation. Nous proposons ainsi de voir de près ces trois ouvrages avant de répondre à la question posée ci-haut.

Les trois ouvrages ont une même méthodologie intellectuelle. Elle est fort bien présentée dans l'introduction de l'histoire des relations américano-soviétiques de Sivachev et Yakolev⁹. Il s'agit de la méthodologie historico-matérialiste qui exige la compréhension de la nature d'une période historique et des intérêts de classes qui motivent les gouvernements afin de pouvoir déterminer les forces et les buts de la politique étrangère des États. Si l'interprétation qui résulte est fautive, l'auteur n'a alors point saisi correctement la vraie signification des événements, ou n'a point su mettre en œuvre la bonne méthodologie.

Il ne serait point de bon aloi que de commenter sur cette méthodologie. Les trois ouvrages considérés ne sont pas des essais d'épistémologie ou de méthodologie. Ils reflètent plutôt une certaine perception de la réalité, une interprétation des événements qui devrait en principe nous aider à mieux saisir tant le présent que le passé. Nous contestons toutefois l'affirmation que cette méthodologie possède le monopole de l'objectivité et de la science. Par exemple, dans la préface du premier ouvrage, feu le recteur de l'Université de Moscou, Rem V. Khokhlov, suggère que le dicton

historia est magistra vitae ne prend une signification positive que dans la mesure où l'histoire reflète la réalité scientifiquement et objectivement¹⁰.

Or l'histoire ainsi que son interprétation sont l'œuvre d'hommes qui ne sont pas prisonniers d'un déterminisme quelconque, quelles que soient les forces ou les influences qui les animent. L'histoire peut être, en fait, la maîtresse de la vie seulement lorsqu'elle ouvre des portes sur la meilleure appréhension des phénomènes contemporains. Voici l'intérêt que nous portons à l'interprétation et aux ouvrages soviétiques et la règle que nous utilisons pour les juger.

8. *Ibid.*, p. 164.

9. Nikolai V. SIVACHEV et Nikolai N. YAKOLEV, *Russian and the United States*, Chicago et Londres, The University of Chicago Press, 1979.

10. *Ibid.*, p. xi.

L'histoire des relations russo-américaines est le sujet du premier ouvrage. Elle débute avec la période qui se situe entre 1776 et 1917 ; pour l'auteur, ces relations ne présentaient aucune difficulté sérieuse. Il se complaît d'ailleurs à faire état d'un certain manque de bonnes manières d'un diplomate américain, John Randolph, à la cour de Saint-Petersbourg. L'auteur examine aussi les investissements américains en Russie tsariste. Un accord commercial avait été signé en 1832 et resta en vigueur jusqu'en 1913, lorsqu'une campagne antirusse aux États-Unis, qui selon l'auteur était animée par les groupes israélites en Amérique, devenue d'ores et déjà le centre du sionisme international, força le Président à mettre fin à l'accord. Néanmoins, les investissements américains ne diminuèrent point, bien au contraire, ils s'accrurent sensiblement. Ce n'est qu'avec la Grande Guerre que les relations prirent un tournant nouveau, influençant d'ailleurs directement l'avenir des relations américano-soviétiques.

Le point de départ de l'analyse qui suit est le suivant : le monde occidental s'opposa dès les premiers instants à la révolution d'octobre, menant effectivement une guerre idéologique contre le monde du socialisme. Pour les auteurs soviétiques, la pierre angulaire non seulement des événements ultérieurs, mais aussi de leur interprétation est le rôle historique de la révolution bolchevique. C'est ici d'ailleurs qu'apparaît toute la faiblesse de leur argumentation. Il est indéniable que cette révolution changea le cours de l'histoire russe ; mais affirmer que l'histoire de l'humanité fut saisie de la même façon relève non pas de l'analyse mais plutôt d'un engagement ou encore d'un acte de foi. Sivachev (auteur des quatre premiers chapitres) voit dans les événements de 1917 l'apparition d'une concurrence inconditionnelle dont, bien sûr, les relations américano-soviétiques n'en sont que le reflet, pour savoir lequel des deux systèmes, socialiste ou capitaliste monopoliste d'État, assurerait le progrès de l'humanité et l'élimination des guerres. À lui de répondre :

L'histoire contemporaine se mesure sur six décennies. Dans cette période historiquement brève, la réponse aux questions déjà posées a été donnée : la supériorité des principes socialistes sur les principes monopolistes d'État, malgré toutes les insuffisances et les difficultés de la construction socialiste, est évidente¹¹.

La politique étrangère soviétique n'a cherché alors qu'à défendre la révolution socialiste et n'a d'ailleurs nullement voulu mettre en vigueur le slogan de « révolution mondiale » à titre de politique qui doit détruire les autres régimes. Seule la construction réussie du socialisme en URSS peut encourager le déclenchement de la révolution dans les États capitalistes.

Pour les auteurs soviétiques, les relations américano-soviétiques se mesurent ainsi à partir de cette règle de la coexistence pacifique, telle que formulée par Lénine, qui devint le but de la politique étrangère de l'URSS. Le gros de l'histoire des relations entre les deux pays se résume alors par la tentative constante de la part des Soviétiques d'aboutir à cette coexistence pacifique et le refus périodique, notamment entre les deux guerres et pendant la guerre froide, des É.-U. d'y adhérer. Néanmoins, force est de constater que malgré les vicissitudes des relations soviéto-américaines, des échanges commerciaux étaient en vigueur depuis les années vingt, notamment à partir de 1924 lorsque l'agence soviétique Amtorg fut créée à New York. L'auteur attache une grande importance à ce facteur.

L'interprétation de maints autres événements, y compris la politique soviétique avant et pendant la Deuxième Guerre mondiale, suit la ligne générale tracée par le

11. *Ibid.*, p. 34.

besoin de sauvegarder la révolution socialiste et par la conviction que l'URSS se trouve dans la voie de l'évolution historique de la société. Le pacte soviéto-nazi est interprété non seulement comme un acte de sauvegarde, mais l'invasion de la Pologne, en vertu du pacte, comme une « protection de la vie et de la propriété de ces populations » [sic] ¹². L'ouvrage est en fait riche d'éléments qui étonnent, tant par l'importance que l'auteur leur attache que par la façon dont il les interprète.

Le rôle de l'URSS pendant la Deuxième Guerre mondiale est d'habitude considéré comme décisif par les historiens soviétiques alors que les intentions et les actes des alliés occidentaux sont suspects. En réaffirmant ceci, Yakolev remet l'accent sur le besoin qu'avait l'URSS de se protéger et, qui est encore plus important, de revendiquer de par sa participation, un statut d'égalité avec les États-Unis et la Grande-Bretagne. C'est à Yalta, en territoire soviétique, que cette reconnaissance fut acquise, selon l'auteur. Mais il y a davantage :

La conférence de Yalta montra au monde qu'il était possible pour des nations avec des systèmes socio-économiques différents de coopérer ¹³.

L'auteur déplore toutefois que Washington décida de poursuivre une ligne « dure » qui aboutit à la guerre froide, plutôt que d'accepter une politique de coexistence pacifique, telle que Yalta l'avait présagée. Enfin, apprend-on aussi que la bombe atomique n'avait eu aucune signification militaire et que la participation de l'URSS à la guerre du Pacifique sauva les États-Unis et le Japon « d'un épilogue sanglant » ¹⁴.

Ce que les auteurs soviétiques voient comme l'abandon de la part de Washington d'une politique de guerre froide en faveur d'une de détente est accepté comme le résultat d'une double évolution : d'une part, la reconnaissance de la part de Washington que sa politique de guerre froide ne pouvait porter fruit et, d'autre part, la reconnaissance de la puissance grandissante de l'Union soviétique et du bloc socialiste. Ce second thème est celui qui ressort d'un ouvrage par N. T. Lebedev sur ce qu'il appelle une nouvelle étape dans les relations internationales ¹⁵.

Cette nouvelle étape, c'est l'accroissement des relations entre les États de systèmes fort différents qui porte pour l'instant le nom de détente. L'auteur n'hésite pas à souligner d'ailleurs que

les lois du développement mondial et des changements positifs dictés par elles ne se seraient point manifestées d'une façon si frappante et avec tant de force sans les mesures et les initiatives de l'Union soviétique et des autres pays de la communauté socialiste et sans leur influence vigoureuse sur toute la scène internationale ¹⁶.

Le premier élément de ce que l'auteur appelle les changements fondamentaux dans la balance du pouvoir mondial est le développement et la cohésion du bloc socialiste. Son évolution, surtout dans les domaines économique et militaire, a assuré, selon Lebedev, la mise en échec des tentatives des « impérialistes » de dominer le monde. Qui plus est, la politique que les États socialistes poursuivent est une politique

12. *Ibid.*, p. 152.

13. *Ibid.*, p. 198.

14. *Ibid.*, p. 208.

15. N. I. LEBEDEV, *A New Stage in International Relations*, New York et Toronto, Pergamon Press, 1976.

16. *Ibid.*, p. xii.

de coexistence pacifique dont une des conséquences doit être la création d'un système de sécurité collective en Europe. L'auteur ajoute que les interventions en Hongrie en 1956 et en Tchécoslovaquie en 1968 avaient fait preuve de la vigilance des États socialistes face aux provocations impérialistes, et à Cuba en 1962, c'est l'Amérique qui dut battre en retraite devant la décision ferme de Moscou de protéger la révolution cubaine. Dans le domaine économique, l'auteur met l'accent sur les activités du COMECON. Somme toute, la plupart des changements sur la scène mondiale dans les années soixante-dix sont dus à l'influence grandissante, surtout dans les domaines militaire, économique et politique, du bloc socialiste.

Ce sont les programmes de politique étrangère des deux derniers Congrès du parti communiste de l'Union soviétique qui accentuèrent davantage la direction à prendre pour permettre au bloc socialiste d'influencer la politique internationale. Aussi la politique soviétique se répercute-t-elle dans le domaine du désarmement et de la coopération économique entre pays socialistes et pays capitalistes, encouragée par l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe signé à Helsinki en 1975 qui met en relief, dans l'optique soviétique, les changements sur la scène mondiale. On retrouve ici l'argument des lois objectives du développement, notamment dans le domaine scientifique et technique, lois qui rendent nécessaire la coopération entre les États des deux systèmes. L'auteur affirme que le progrès scientifique en dépend. Il en est de même, ajoute-t-il, dans beaucoup d'autres domaines qu'on retrouve dans toutes les sociétés, quel que soit le régime, à savoir la pollution, la protection des océans et ainsi de suite.

Pour accréditer davantage encore la thèse selon laquelle ce sont les activités du bloc socialiste qui ont contribué à changer la nature des relations internationales, l'auteur fait état des activités soviétiques dans le Tiers-Monde. Constatant toutefois que la contribution soviétique est encore minime, il se voit obligé de citer les déclarations d'hommes politiques soviétiques sur l'anticolonialisme pour faire la preuve de la politique soviétique.

En fait, la conséquence la plus importante des activités du bloc socialiste, nous suggère l'auteur, est la refonte des relations sociales à l'échelle du monde entier. Lebedev indique que cette nouvelle étape de détente a permis aux États socialistes d'améliorer sensiblement le niveau de vie de leurs citoyens et ainsi d'accélérer la construction du socialisme et du communisme. Force est de constater que nul mot n'est dit sur l'amélioration encore plus sensible du niveau de vie dans les États capitalistes. Ici l'image est à sens unique ; la comparaison est abandonnée puisqu'elle ne correspond point au cadre imposé. Les États capitalistes sont simplement accusés d'impérialisme, tandis que l'URSS figure en tête et comme soutien principal des États qui s'y opposent. Aussi l'ingérence dans les affaires internes des États socialistes est-elle d'emblée dénouée. Par contre,

il faut noter que dans les conditions de *détente*, de plus larges contacts entre les pays socialistes et les habitants des pays capitalistes ouvrent de nouvelles voies pour l'extension des idées socialistes ¹⁷.

En somme, l'auteur suggère que la lutte des classes s'est accentuée dans le monde capitaliste, surtout depuis 1974 avec la crise du pétrole, et la politique du bloc socialiste n'a fait qu'encourager les forces qui favorisent la paix et le progrès.

17. *Ibid.*, p. 203.

Pour souligner le bien-fondé de sa thèse, l'auteur examine en dernier lieu les problèmes que posent les conceptions bourgeoises de la détente. C'est un tour d'horizon des diverses écoles de relations internationales. Aucune n'est bien sûr satisfaisante, d'autant plus que certaines sont ouvertement opposées à une politique de détente avec l'URSS (notamment les auteurs qui ont contribué au numéro du journal *Survey* consacré à ce problème). Il se félicite toutefois de constater que certains auteurs reconnaissent le danger d'une guerre nucléaire et le besoin de nouvelles approches et conclut que ceci est dû à l'influence de la politique de l'URSS et du bloc socialiste. Ainsi, surenchérit l'auteur, ce n'est pas en Occident que les solutions de l'avenir doivent être cherchées, mais dans le bloc socialiste avec son idéologie marxiste-léniniste « qui se distingue par sa méthode globale de développement mondial ¹⁸ ».

L'ouvrage de Lebedev est complété par celui de E. Shershnev sur les relations économiques soviéto-américaines ¹⁹. C'est un ouvrage qui donne à la fois un aperçu historique de ces relations et des problèmes qu'elles posent depuis le sommet soviéto-américain de 1972. L'auteur reprend en somme un aspect important soulevé dans les deux ouvrages précédents. Le ton est toutefois quelque peu différent. L'auteur fait bien sûr état de ceux aux États-Unis qui se sont toujours opposés à une politique de coopération soviéto-américaine, mais c'est en passant, et aussi pour dire que dans l'ensemble, ils n'ont pas réussi. Il souligne également le fait que

les relations avec les États-Unis occupent une place spéciale dans l'histoire des relations économiques étrangères soviétiques ²⁰.

En fait, l'avenir de la coexistence pacifique dépend, selon l'auteur, d'une politique de relations économiques avantageuses. Cet ouvrage est moins soviéto-centrique que les deux précédents et met davantage l'accent sur le besoin d'une politique de coopération

sur des principes d'avantage mutuel et de non-ingérence dans les affaires internes de l'autre qui ouvre ainsi de vastes possibilités non seulement pour le développement économique de pays individuels mais aussi pour une prompt solution des problèmes vitaux de l'humanité ²¹.

Comme ses autres confrères, il étale d'abord les principes de la coexistence pacifique tels qu'ils se sont développés dans les dernières années et aussi d'après les objectifs de la politique étrangère soviétique. Il constate aussi qu'il y avait des relations économiques soviéto-américaines de 1917 jusqu'au sommet de 1972. À titre d'exemple, il souligne qu'en 1921 un nombre de mécaniciens américains s'étaient rendus en Russie soviétique pour remettre en marche une usine d'automobiles. Les contacts s'intensifièrent par la suite, aboutissant à un premier accord commercial en 1935 et en 1937 avec un autre accord qui contenait une clause réciproque de traitement de la nation la plus favorisée.

Quant à la guerre froide, Shershnev fait état des mêmes thèses que l'ouvrage de Sivachev et Yakolev sur les relations américano-soviétiques. Il reconnaît que les États-Unis avaient le monopole de la bombe atomique, il suggère d'ailleurs qu'avec leur puissance économique, ils avaient cherché à réaliser, notamment la révision des résultats

18. *Ibid.*, p. 241.

19. E. SHERSHNEV, *On the Principle of Mutual Advantage, Soviet-American Economic Relations*, Moscou, Progress Publishers, 1978.

20. *Ibid.*, p. 6.

21. *Ibid.*, p. 16.

principaux de la Seconde Guerre mondiale. Washington imposa alors toute une série de mesures restrictives sur le commerce et les échanges avec l'Union soviétique.

L'on doit constater que cette révision n'eut pas lieu. Shershnev l'attribue à la puissance grandissante du bloc socialiste. Ce facteur sert aussi d'explication à l'intérêt que portait l'Occident dès les années soixante à l'accroissement des échanges avec le bloc socialiste. Les chiffres que nous soumet l'auteur peuvent surprendre, sauf si on se souvient que l'accroissement du volume d'échanges ne signifie pas nécessairement un changement significatif dans le pourcentage des échanges. Les annuaires de l'ONU le démontrent avec évidence. Néanmoins, l'Occident avait manifesté un désir d'augmenter ses échanges avec le bloc socialiste et, quoi qu'en disent les chiffres, il fallait préparer les jalons d'une nouvelle politique. Cette nouvelle politique débuta en 1969 avec le débat sur l'*Export Control Act* de 1949, au comité paritaire du Sénat et de la Chambre des Représentants. Ainsi les années soixante-dix voient-elles l'amélioration des relations économiques soviéto-américaines, due en partie aussi à la crise inflationnaire aux États-Unis et à la puissance économique grandissante de l'Europe et du Japon. Les sommets soviéto-américains de 1972 à Moscou, et de 1974 à Vladivostok, donnèrent un coup de barre non seulement aux relations économiques, mais aussi à la recherche de solutions dans le domaine du développement et de la sécurité internationale.

Alors que l'ouvrage de Lebedev accentue surtout le rôle du bloc socialiste dans les relations internationales contemporaines, Shershnev met plutôt l'accent sur le développement d'une division internationale du travail dont il voit les avantages s'accroître au même titre que la concurrence économique des deux systèmes. Il reconnaît que dans le domaine de la technologie et de la productivité du travail les États-Unis sont les leaders du monde capitaliste²². Cet aveu indirect de l'infériorité soviétique explique l'accent que met l'auteur sur la division internationale du travail. Il ajoute d'ailleurs qu'il est

évidemment nécessaire d'établir un nouveau mécanisme de relations économiques mondiales acceptable à tous les partenaires et qui satisfait non seulement aux exigences courantes, mais aussi futures²³.

Une des conditions à remplir est l'extension de la clause de la nation la plus favorisée à l'Union soviétique. Non seulement est-ce d'une importance capitale pour l'URSS que cette clause lui soit accordée, mais, ajoute l'auteur,

c'est vraiment contrairement au bon sens que de parler d'une normalisation des relations, de compréhension mutuelle et de relations basées sur l'égalité et le respect tout en préservant le legs de la guerre froide dans la législation²⁴.

La conclusion principale que nous tirons de la lecture de ces trois ouvrages est que la perception de l'histoire et la réalité contemporaine des savants soviétiques ne contribue guère à notre compréhension du monde dans lequel nous vivons. Que les académiciens soviétiques soient convaincus du triomphe éventuel du socialisme est une chose ; que la société veuille ou puisse se développer dans ce sens en est une autre. Leur démarche est beaucoup trop justificatrice, parfois glorifiante, et passe sous silence tous les facteurs qui n'entrent pas dans le cadre. Les ouvrages de Sivachev-Yakolev et

22. *Ibid.*, pp. 124-125.

23. *Ibid.*, p. 160.

24. *Ibid.*, p. 165.

de Lebedev font de l'Union soviétique, soit la victime des machinations capitalistes, soit le héros de la période contemporaine et de l'avenir. Or les relations entre le monde occidental et l'URSS sont nettement plus complexes que cela ; qui plus est les perceptions de l'autre, le besoin de saisir la signification de gestes, d'actes et de décisions se placent tant dans un cadre immédiat que dans une évolution à long terme qui n'est pas nécessairement perceptible sur le champ. Même l'approche historico-matérialiste des Soviétiques laisse la place aux revers et renversements de politique. Il n'est point nécessaire d'être marxiste-léniniste pour admettre que les États-Unis ont commis des erreurs ou qu'une certaine politique fut mal avisée. Il semble, par contre, qu'il ne soit pas marxiste-léniniste d'en faire autant pour l'URSS.

Adam Ulam a suggéré dans son excellent ouvrage sur l'histoire des relations soviéto-américaines que beaucoup d'occasions de coopération et de détente furent ratées dans le passé en raison de fausses perceptions qu'avaient les deux rivaux l'un de l'autre²⁵. Si la perception soviétique a évolué dans les dernières années, l'ouvrage de Schwartz ainsi que la lecture de ces publications soviétiques nous suggèrent que c'est bien à cause du besoin que ressent la direction du Kremlin d'éviter des affrontements majeurs avec l'Occident et de celui de bénéficier des avantages que procurerait une collaboration mutuelle. Autrement, il n'y a aucun indice que la perception des Soviétiques de l'Occident ait vraiment changé. Les ouvrages que nous avons examinés ne constituent pas des analyses qui cherchent à saisir le vrai sens du passé, puisque l'interprétation de celui-ci est déterminée par la politique du présent et les buts de l'avenir. Leur lecture n'a ainsi qu'un intérêt passager dans la mesure où elle nous permet de saisir les contours de la ligne politique contemporaine.

Si la publication en langues étrangères de ces ouvrages soviétiques a pour but de nous faire mieux comprendre l'histoire et la politique soviétiques, cet objectif ne sera réalisable que le jour où l'historiographie soviétique, comme l'historiographie occidentale, cherchera à saisir le vrai sens du passé et non pas à justifier ou encourager la politique du présent. C'est en ce sens qu'il faut reconnaître que l'historiographie soviétique n'a pas encore procuré d'avantage mutuel. La « soviétologie » occidentale devra, ainsi, continuer à forger ses propres outils analytiques et pousser les recherches malgré les problèmes d'ordre documentaire.

25. Adam ULAM, *America and Russia Since World War II*, New York, The Viking Press, 1971, *passim*.